

COMMUNE DE MENDE

OBJET :
Examen et
vote du
compte
administratif
2023 –
Budget
annexe
Centre de
Gestion de la
FPT 48

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Publique du 3 Avril 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le trois du mois d'avril, le Conseil Municipal de MENDE s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Laurent SUAU, Maire, en session ordinaire suivant convocations faites régulièrement.

Etaient présents : Madame Régine BOURGADE, Monsieur Jean-François BERENGUEL, Madame Françoise AMARGER-BRAJON, Monsieur Vincent MARTIN, Madame Elizabeth MINET-TRENEULE, Monsieur François ROBIN, Monsieur Alain COMBES, Adjoint, Monsieur Raoul DALLE, Madame Ghaliya THAMI, Monsieur Francisco SILVANO, Madame Patricia ROUSSON, Monsieur Nicolas TROTOUIN, Monsieur Philippe TORRES, Madame Catherine THUIN, Monsieur Thierry JACQUES, Monsieur Christophe LACAS, Madame Stéphanie MAURIN, Monsieur Aurélien VAN DE VOORDE, Madame Sonia NUNES VAZ, Madame Valérie TREMOLIERES, Madame Betty ZAMPIELLO, Monsieur Philippe POUGET, Madame Emmanuelle SOULIER, Madame Fabienne HIERLE, Monsieur Jérémy BRINGER, Madame Michelle JACQUES, Conseillers Municipaux.

Par procuration : Madame Aurélie MAILLOLS (Madame Françoise AMARGER-BRAJON), Madame Marie PAOLI (Madame Elizabeth MINET-TRENEULE), Adjoint, Monsieur Nicolas ROUSSON (Monsieur Jean-François BERENGUEL), Monsieur Francis DURSAPT (Monsieur Aurélien VAN DE VOORDE), Monsieur Bruno PORTAL (Madame Emmanuelle SOULIER), Monsieur Karim ABED (Monsieur Jérémy BRINGER), Conseillers Municipaux.

Absent : Monsieur Laurent SUAU, Maire.

Il a été, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé immédiatement à la nomination d'un secrétaire, pris dans le sein du Conseil, Madame Régine BOURGADE, Adjointe, ayant été désignée pour remplir ces fonctions, les a acceptées. Monsieur le Maire a ouvert la séance.

Monsieur Alain COMBES, Adjoint, expose :

Le Conseil Municipal,

- ◆ **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-31,
- ◆ **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 06/04/2023 adoptant le budget primitif du budget annexe CDG48 de l'exercice 2023,
- ◆ **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 11/07/2023 adoptant Décision Modificative N°1 du budget annexe CDG48 de l'exercice 2023,
- ◆ **VU** le compte administratif de l'exercice 2023 du Budget annexe CDG48 dont les résultats globaux s'établissent ainsi qu'il suit :

Nombre de
Conseillers
Municipaux :
▪ en exercice : 33
▪ présents à la
séance : 26
▪ représentés : 6
▪ absent : 1

Date de l'envoi et
de l'affichage de
la convocation :
26 mars 2024

Date de
l'affichage à la
porte de la Mairie
et publication sur
le site internet :
18/04/2024

Indiquer si le
Conseil a décidé
de se former en
comité secret :
Non

Centre de Gestion FPT

		Investissement	Exploitation
RESULTATS ANTERIEURS		-34 559,35	2 414,41
RECETTES	Réalisations	34 559,35	57 539,36
	RàR		
DEPENSES	Réalisations	35 292,10	22 247,38
	RàR		
RESULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE	Réalisations	-732,75	35 291,98
	Compte tenu des RàR	-732,75	35 291,98
RESULTATS CUMULES DE L'EXERCICE	Réalisations	-35 292,10	37 706,39
	Compte tenu des RàR	-35 292,10	37 706,39
		2 414,29	

- ◆ Considérant que ce compte administratif est strictement conforme à la balance fournie par le Trésorier Municipal,
- ◆ Ayant entendu l'exposé de son rapporteur, Monsieur Alain COMBES,
- ◆ Hors la présence du Maire, le Conseil Municipal siégeant sous la présidence de Madame Régine BOURGADE, Adjointe,

Après en avoir délibéré, et avec 28 voix pour et 4 voix contre, **APPROUVE** le compte administratif du budget annexe Centre de Gestion de la FPT 48 de l'exercice 2023.

#signature2#

Pour extrait conforme,
Fait à Mende,
Le Maire,
Laurent SUAU

#signature1#

a présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la justice Administrative.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr